

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
20 décembre 2012
n° 2258
1,30 €

Eguberri on !

LE
H
E
N
D
A
K
A
R
I

Iñigo
Urkullu





Décentralisation le compte n'y est pas

FORCE est de reconnaître que la réflexion collective de la société civile et des élus du Pays Basque a largement été motivée par sa possible insertion dans la politique de décentralisation du nouveau pouvoir de gauche. Si nous connaissons les tenants et aboutissants de notre démarche locale et en partie les premières réactions divergentes de Marylise Lebranchu et de Manuel Valls, nous sommes toujours dans l'ignorance du projet gouvernemental duquel dépend notre avenir institutionnel. Ce voile d'incertitude se lève quelque peu. Un Avant-projet de loi, dont Marylise Lebranchu a prétendu le 11 décembre lors de sa rencontre avec l'assemblée des départements de France qu'il ne reflète en rien sa vision, vient d'être rendu public. Il nous inquiète. D'abord par comparaison aux lois de décentralisation de Defferre de 1982 car on n'y décèle aucune cohérence, aucune philosophie susceptible d'être déclinée dans les territoires. Quatre ou cinq mesures majeures avaient alors modifié profondément le centralisme jacobin. D'abord le pouvoir de tutelle des préfets a été supprimé. On a peine aujourd'hui à mesurer la portée de cette réforme qui "libéra" la démocratie locale. Faut-il rappeler que c'est le préfet qui dressait l'ordre du jour des Conseils généraux et assumait leur exécutif, les élus et leur président étant réduits à la seule partie délibérative. Les communes également ne pouvaient mettre en œuvre leurs décisions qu'après que le préfet les ait approuvées. Depuis cette époque le préfet ne peut s'opposer aux votes des assemblées locales qu'en les attaquant au tribunal administratif. Quant à la région, elle est née des lois Defferre. Jusqu'alors ce n'était qu'une institution administrative dessinée par les lois de Vichy. Au-delà de cette architecture couvrant l'ensemble de l'hexagone, les lois Defferre ont érigé la Corse en collectivité territoriale à statut particulier. Le Pays Basque resta lui frustré de la promesse de son département.

Où sont aujourd'hui les axes transcendant de l'Avant-projet Lebranchu? Le texte proposé, en 79 articles et 9 titres, est une compilation de compétences hétéroclites d'où se dégagent cependant la

création d'un "Haut Conseil des territoires", présidé par le premier ministre, et dans chaque région celle d'une "Conférence territoriale de l'action publique" qui semble donner à la région la primauté sur les départements, contrairement à l'existant. Cette chaîne hiérarchique qui place au sommet l'exécutif national, mettant à mal l'autonomie des collectivités locales, pourrait à la rigueur se comprendre si elle se substituait au corps préfectoral ce qui serait une réelle avancée démocratique. Par ailleurs on enrichit le "millefeuille" en créant deux institutions urbaines: trois eurométropoles Lyon, Lille et Marseille et dix communautés métropolitaines (plus de 400.000 habitants). On cède là à la vision sarkozyste et à la pression de féodaux locaux de droite et de gauche. Ces métropoles, non classées collectivités territoriales selon les critères de la Constitution, mordraient essentiellement sur les pouvoirs des départements repliés sur les solidarités sociales, les collèges et les routes. Les régions semblent sortir renforcées ajoutant à leurs compétences actuelles l'ensemble de la politique économique, les Fonds européens gérés hors de l'Etat, l'aménagement du territoire et une large part de l'université. Enfin, l'Avant-projet consacre le chapitre XV à la promotion des langues minoritaires essentiellement dans l'enseignement sans dire mot sur une éventuelle législation particulière.

Pas une esquisse sur d'éventuels découpages ou regroupements de collectivités. Rien sur l'Alsace, sur la Corse, sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne, rien sur le Pays Basque. Même pas l'annonce d'une loi-cadre permettant par la suite des législations répondant à ces ajustements spécifiques. Certes, nous voulons bien croire encore à la vertu du dialogue entre le Pays Basque et la ministre lors de sa venue annoncée. Mais le temps est compté car une version améliorée de cet Avant-projet de loi sera soumis pour avis au Conseil d'Etat dans la seconde quinzaine de janvier 2013. Le point final (!) est, lui, fixé au printemps pour un vote au Parlement. De quoi tenir en éveil la vigilance de nos parlementaires.

Laborantza globalizatuaz

LABORANTZA, jendartearen garapenerako oinarriko elementua izan behar da. Zoritzarrez gaurengungo European tendentzia alderantzizkoa da. Etengabe etxaldeak eta laborariak desagertzen ari dira, bereziki hazkuntza sailean. Hainbat faktoreek eragiten dute gainbehera lanjeror hori, izan agro-industriak lehenesten dituen hautu liberalak edota inportatutako hainbat "hazkuntzarako produktoren" gatik. Produktu edo merkantzia horiek ez dira soilik europarrak, bainan maleruski hala izaiten dira batzuetan.

Alabainan PAC edo Politique Agricole Commune delakoak ezin du ukatu diru laguntza etengabeak luzatzen dituela europar esportatzaile haundieneri. Gisa hortan saltzaile internazional hauek, diru publikoaren bidez, ahal dute adibidez Afrikako merkaturia ito hainbat oinarriko produktuekin izan esne, oilaxko, zereala, azukre edo barratzeko produktu.

Bidezkoagoa eta koherenteagoa litzateke europar diru laguntza horien kontrola zorrotza egitea eta ondorioz hauen murriztea erabakitzea, jakinez oinarrikoak eta esportatuak diren produktuek horiek konkurrentzian jartzen direla bertako produkzioe molde batzuekin. Eta berdin zaie esportatzaileeri bertako produkzioe molde hauek laborantza iraunkorrezkoak izaitzea. Gisa hortan ere, europar guzien diru publikoak hantzen ditu molde intentsibo eta produktibistan zuzendutako laborantza eredu bat. Politika ultraliberal horren ondorio zuzen bat da,

molde intentsiboan ekoiztu produktu horiek merkatuaren zati nabarmen bat hartzen dutela, tokiko molde iraunkorreko ekoizpeneri geroz eta ttipiagoa den leku bat utziz. Ondorioz, askotan ekoizpen hauek eragin ttipiko merkatu eta zirkuitoetan mugatzen dira. Jakinez europar jendarte hiritartzen ari den abiadura haundiz, funtsezkoa litzateke itzulipurdikatzea laborantza garapena, koordinazio askoz gehiago eraginez Europako eskualde eta mozkin ezberdinen artean. Esportazioe sistema salbai bat diru publikoz laguntzeko ordez, laster sakonduko den PAC berriak lehenetsi beharko luke laborantza eredu iraunkor jasagarri bat. Laborantza, garapenerako oinarriko elementu gisa diru publikoz laguntzekotan neurri onargarrian bestelako sektorengandik, zirkuito labur, iraunkor eta europar guzientzat jasagarria den eredu bat lehenetsi behar luke.

Atal haueetan guzietan, europar politikek bultzatu behar luke te anbizioz eta koherentziaz jositako plangintza bat laborantza-ri dagokionez. Eta laborantza arloan ere, globalizazioak eta kontinenteen interdependentziek bidea markatzen dutenez, PAC berriak, adibidez Afrikarekiko koordinazio eta elkarlan espazio berriak ere bultzatu behar litzateke. Gisa hortan bertako laborantza erakunde ezberdinek, bertako jendarte zibilaren laguntzaz, ahal lukete estadoei aholkatu zer nolako laborantza garapena egokia zaien. Haien beharrak eta gureak berdinak bilakatzeraino...



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

En agriculture aussi, sortir de la logique spéculative !

● Francis Poineau

DEPUIS quelques années maintenant, on assiste à une spéculation sur le prix des matières premières agricoles, en particulier celui des céréales et des oléo-protéagineux, organisé par le système des marchés à terme. Les productions agricoles sont ainsi détournées de leur finalité, celle de nourrir les habitants de la planète pour participer à l'enrichissement de quelques spéculateurs. La première conséquence de cette stratégie, c'est l'augmentation démesurée des prix des matières premières alimentaires. Les éleveurs qui sont obligés d'acheter des céréales et des protéines subissent de plein fouet l'explosion des coûts de production. Nous n'oublions pas ici que les conséquences les plus dramatiques de la spéculation sur les matières premières alimentaires sont supportées par le milliard de personnes qui, à travers la planète, souffrent de famine; nous sommes certainement à la veille de nouvelles émeutes de la faim...

Compétition entre les producteurs

Pour revenir aux questions agricoles qui nous préoccupent, il est important de rappeler que le développement agricole s'est surtout organisé autour des logiques de filières de plus en plus spécialisées: d'un côté, les productions de grandes cultures et de l'autre les productions de l'élevage. Pour que le lecteur comprenne notre langage, disons que la logique de filière est une logique «*verticale*», où les problèmes sont traités de façon cloisonnée et par production: filière viande - filière lait - filière céréale - filière porc, etc. Cette logique permet toujours aux secteurs les plus libéraux de mener le jeu. Elle s'oppose à la vision «*horizontale*» ou transversale et territoriale qui exige une vision globale des choses...

Dans chaque filière, la productivité agricole est mesurée et mise en application par la spécialisation des exploitations agricoles. Cela a engendré la compétition entre les producteurs au détriment de la vie sociale et de la dynamique des territoires.

Il est temps de s'organiser différemment et de concevoir la complémentarité des productions au sein des territoires en tenant compte des potentiels agronomiques et des conditions climatiques qui leur sont propre.

Ici en Pays Basque, au lieu de continuer à développer des filières qui s'ignorent chacune dans sa spécialité, les intérêts des exploitations de la plaine et du piémont pourraient se conjuguer avec les besoins des éleveurs et en particulier avec ceux du secteur de la montagne.

Pour cela, il est nécessaire de sensibiliser et de provoquer une prise de conscience de l'intérêt, sur du moyen terme, d'une contractualisation



locale entre des producteurs de fourrages et de céréales et des éleveurs. Celle-ci serait établie à partir des coûts de revient, des règles de la PAC en vigueur, de l'intérêt agronomique des sols, du sens et de la valeur que l'on veut donner à notre travail. Elle tiendrait compte d'une réalité locale non indexée sur les cours du marché mondial.

Parier sur la complémentarité

Aujourd'hui, tous les éleveurs de vaches allaitantes, les producteurs de porcs, de volailles et les éleveurs de brebis laitières auraient intérêt à s'engager dans une telle démarche, quant aux producteurs de céréales et de fourrages ils pourraient aussi y trouver leur compte dans un raisonnement à plus long terme.

Cela demande de changer nos habitudes dans notre façon de raisonner nos approvisionnements et d'impliquer aussi ceux dont le métier est de répondre aux attentes et aux besoins des éleveurs.

Il s'agit de gagner en cohérence, pour donner plus de valeur au territoire et de sortir gagnant collectivement. Parier sur la complémentarité des productions et des relations de solidarité entre paysans, c'est plus enrichissant que de parier sur l'abandon du voisin pour lui prendre la place et s'enfoncer dans la fuite en avant.

En agriculture aussi, il est temps de sortir de la bulle spéculative, et de revenir à plus de bon sens paysan dans l'intérêt général du territoire.

●●● pas tant que ça, qu'une nouvelle fusillade fasse 27 morts dont 20 enfants dans une petite ville des Etats-Unis. Les Américains n'ont pourtant pas adopté la Marseillaise comme hymne national et les petits yankees ne chantent pas à l'école "Aux armes citoyens!"

●●● et attristé (pas tant que ça) de la mort de Maurice Herzog, vainqueur très contesté de l'Annapurna, très ambitieux et très mondain ministre gaulliste. Il aurait demandé que son corps soit congelé.

●●● que plus d'une tonne de résine de cannabis ait été retrouvée dans une camionnette abandonnée sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute à Bidart. Le petit commerce va vraiment mal.

●●● pas tant que ça de la condamnation à 15 mois de prison avec sursis de Yanick Paternotte, fumeux président de la fameuse Conare de l'UMP, pour abus de faiblesse. Copé va perdre un soutien de la droite décomplexée.

●●● de la volonté de Gérard Depardieu à devenir Belge. Encore un exilé fiscal qui va nous raconter des histoires...

●●● pas tant que ça de l'absence des représentants de la CGT et du PC au Forum pour la Paix à Bayonne. En seraient-ils restés au "Mouvement de la Paix" et à la colombe de Picasso?

●●● que dans une interview à la chaîne TV *La Sexta*, Garzon qui, dans le cadre de ses poursuites contre Bateragunea, a incarcéré Otegi en 2009, loue les mérites d'Arnaldo dans le cessez-le-feu d'ETA. Rien de tel que de tomber en disgrâce pour demander grâce.



Iñigo Urkullu Lehendakari

Le leader du PNV vainqueur des élections du 21 octobre a été élu, comme prévu, président de la Communauté autonome basque par le parlement de Gasteiz.

Iñigo Urkullu a présenté le 14 décembre son gouvernement et a prêté serment le lendemain, devant le chêne de Gernika.

MINORITAIRE avec 27 voix sur 75 et face à une conjoncture économique délicate, le job ne sera pas une sinécure. Le nouveau Lehendakari Iñigo Urkullu (1), sixième à ce poste, a été élu le 13 décembre, avec les seules voix de son parti. Ce Biscayen succède au socialiste Francisco Lopez, contraint au bout de trois ans, de jeter l'éponge, après la défection de la droite espagnoliste du PP qui le soutenait. C'est la première fois depuis bien longtemps que le parlement des trois provinces réunissait l'ensemble des forces politiques qui ont toutes pu être candidates aux élections. Les 21 députés de Bildu (coalition des indépendantistes de l'ex-Batasuna, d'EA, Aralar et Alternatiba) ont voté pour leur candidate, Laura Mintegi. Les trois partis espagnolistes se sont abstenus. Tout cela met fin à la douloureuse parenthèse PSOE-PP qui parvint au pouvoir grâce à l'interdiction de Batasuna. Le PNV qui a toujours gouverné la Communauté autonome, seul ou en alliances, reprend le gouvernement. Seulement adoubé par le parti arrivé en tête aux élections régionales, Iñigo Urkullu sait qu'il est minoritaire, il arrive au pouvoir par défaut, les

autres partis ne parvenant pas à se mettre d'accord sur un challenger. Les 1.460 jours de son mandat seront compliqués à gérer, plus difficiles que pour ses prédécesseurs, même si l'arrêt d'ETA et les premiers pas de la normalisation politique, constituent un grand poids en moins. Depuis le 21 octobre, Urkullu tente de nouer des alliances gouvernementales, de sonder ses partenaires pour ouvrir des possibilités de consensus, ménager des accords ponctuels sur les grandes échéances qui l'attendent: approbation du budget 2013, loi municipale, réforme fiscale, loi sur le logement, etc. Il a su manier euphémismes et circonlocutions avec le talent propre à cet homme de devoir, réputé pour son sérieux, sa modestie et sa discrétion. Il applique le vieil adage: «*Quid nescit dissimulare, nescit regnare*», celui qui ne sait pas dissimuler, ne sait pas régner. Mais la situation politique qui marquera les quatre années de son mandat est connue, comme le contexte économique, avec une chute des ressources fiscales de l'ordre de 1,4 milliard d'euros et un endettement qui est passé sous le gouvernement précédent en l'espace de trois ans, de 1,5% du PIB à 10,7 %.

Style Europe du Nord

Son intervention au Parlement de Gasteiz les 12 et 13 décembre éclaire la tonalité de son futur exercice du pouvoir: les premières années de la législature seront «*dures et marquées par la pénurie*», dit-il d'emblée. Iñigo Urkullu n'est pas là pour nous faire rêver et son style est plutôt celui d'un dirigeant d'Europe du Nord, épris de réalisme. Le choix de son allié est fait, il a longuement insisté pour inviter le PSOE à «*s'impliquer*» pour «*l'accompagner*» et approuver le budget 2013 et il démontre ainsi le choix du partenaire le moins mauvais pour lui, tant il s'est appliqué à souligner les points communs qui rassemblent les deux partis. Les «*lignes rouges*» indiquées par le président sortant Francisco Lopez, en particulier en matière de défense des services publics, correspondent aux positions fondamentales du PNV. Cette législature sera celle de «*l'accord*» dans un contexte politique pacifié, elle aura pour priorité numéro un de sortir Euskadi de la crise. Pour cela le PNV, par la voix d'Andoni Ortuzar qui risque fort de succéder à Iñigo Urkullu à la tête du parti, offre à Bildu pour le Gipuzkoa et au PP pour l'Alava tous deux minoritaires, le soutien de sa formation dans le vote des bud-

“Cette législature sera celle de “l'accord” dans un contexte politique pacifié, elle aura pour priorité numéro un de sortir Euskadi de la crise”.

“Iñigo Urkullu n'abandonne pas les projets de réformes institutionnelles de la Communauté autonome.”



L'antique salle des "Junta" de Biscaye, pour



Prestation de serment face à l'arbre de Gernika

gets provinciaux.

Un des projets majeurs du nouveau Lehendakari est le suivant, il souhaite réaliser l'accord institutionnel auquel son prédécesseur n'est pas parvenu, en vue de réactiver l'économie: une série de mesures approuvées par tous les pouvoirs publics et sociaux, les trois députations, l'association des municipalités Eudel, les syndicats de salariés et du patronat, les partis politiques et la société civile. Pour autant, Iñigo Urkullu n'abandonne pas les projets de réformes institutionnelles de la Communauté autonome. Il ne s'agira pas de reprendre le plan Ibarretxe de souveraineté associée, mais d'engager, en négociant avec ses partenaires, la réforme de la loi sur les Territoires historiques, de la loi du Concerto économique, du statut d'autonomie et de la disposition additionnelle de la Constitution portant sur ces matières. Ce sera la «*transition basque*», en écho à la transition espagnole des années 80. Nous sommes donc bien dans la politique des petits pas d'une évolution pragmatique du statut de la Communauté autonome et non dans une mise en œuvre du «*pouvoir de décision*» via un référendum, comme le prône Bildu.

2012KO ABENDUAREN 20AN

MICHEL CAHEN, CHERCHEUR CNRS À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE BORDEAUX

Langues "régionales" et laïcité (1/2)

AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES

IL EST DÉFENDU

1° DE PARLER BRETON ET DE CRACHER A TERRE;

La défense des langues "régionales" et toute nouvelle avancée dans ce domaine est souvent associée à ou présentée comme un affaiblissement des citoyens les plus démunis.

Bref, une reconnaissance officielle de la langue basque serait une revendication "anti-sociale" au regard du fonctionnement de la République française.

En effet, cette exception serait un frein à l'indispensable attachement à l'unité et l'indivisibilité du cadre légal ou de la communauté légale car, pour les militants de gauche, le camp des travailleurs sait que "la loi protège et le contrat affaiblit".

Que faire alors pour que ces langues régionales ne soient pas une gymnastique intellectuelle "du domaine privé" mais de vrais vecteurs du lien social ?

Le chercheur Michel Cahen apporte des arguments pour faire avancer le débat.

Dans un article récemment publié (Enbata, n°2248 du 11 octobre 2012), je soulignais que la position de François Hollande d'amender la constitution de la V^e République pour permettre conjointement la signature de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires et le Concordat d'Alsace-Moselle et le principe du «*contrat au dessus de la loi*» était catastrophique, en premier lieu pour les abertzale et tous les partisans de la démocratie linguistique. Je ne reviens pas ici sur la question du «*contrat au-dessus de la loi*», principe destructeur du droit du travail, pour me concentrer sur le lien entre langues régionales et laïcité.

▼
"Ezberdintasunaren eskubideak,
eskubideen ezberdintasuna dakar,
eta berdintasunaren dretxoak,
eskubideen berdintasuna!"

Pour F. Hollande, la volonté de reconnaître à la fois la Charte européenne et d'inscrire dans le marbre constitutionnel le Concordat d'Alsace-Moselle a sa logique, une logique différentialiste : il y a des «*particularités*» et il faut donc «*assouplir*» la laïcité pour pouvoir les respecter.

C'est une logique du droit à la différence (et donc de la différence du droit) contre le droit à l'égalité (et donc de l'égalité des droits).

En d'autres termes, la laïcité serait une entrave à l'égalité des droits.

La logique du droit à la différence, d'un point de vue universaliste, est catastrophique : car en réalité elle fixe celui qui est différent, elle établit une «*norme*» et pointe (même pour le reconnaître) l'«*Autre*». Le modèle franco-parisien est la norme, et les Autres sont, d'un point de vue libéral, «*spécifiques*», «*particuliers*», «*issus de la diversité*» et d'un point de vue jacobin «*communautaristes*» ou «*ethniques*».



Michel Cahen

En réalité, les présupposés sont les mêmes : pour ou contre le droit à la différence (pour la «diversité» selon les uns, pour l'uniformité, qu'ils nomment «égalité», selon les autres), c'est toujours du droit à la différence qu'il s'agit et point du droit à l'égalité.

Laïcité contaminée par le nationalisme français

La laïcité a été fortement contaminée par le nationalisme français (de droite comme de gauche), mais c'est pourtant à ses principes qu'il faut revenir.

La position selon laquelle il faudrait l'«assouplir» pour mieux respecter l'égalité des droits est un non-sens puisque c'est à l'inverse la laïcité pleine et entière, donc débarrassée de ses scories nationalistes, qu'il faut appliquer.

La «République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte» mais elle «assure la liberté de conscience [et] garantit le libre exercice des cultes» (article 1^{er} de la loi de Séparation, 1905).

La laïcité devint constitutionnelle en 1946 : la France «est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale» (article I du Titre premier de la constitution) mais elle «assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion [et] respecte toutes les croyances» (article 2 du Titre premier, ajouté en 1958).

En vertu des mêmes principes, la République ne reconnaît pas non plus les «groupes de pensée» : l'école publique ne doit pas favoriser tel ou tel courant de pensée, même si elle se doit de les enseigner aux élèves en cours d'histoire, d'économie, d'instruction civique ou de philosophie.



“Frantses estatuko ezkerreko mugimenduetan langile etorkinekin elkartasuna erakustea, - kanpotiar gisa ez dute frantses irudimena galdezkatzen - errexago da, ezen eta beste era batera frantsesak diren euskal, bretoindar, korsikar, etab. komunitateekin elkartasuna erakustea.”

Précisément parce que les élèves sont différents les uns des autres, la condition de l'égalité est que la République n'accorde pas de droits spécifiques aux uns (fussent-ils très majoritaires) au détriment des autres.



En principe, on est loin de la problématique des langues régionales.

C'est ici qu'intervient l'influence nationaliste-française.

Nation et République confondues

En effet, la nécessaire neutralité de la République est entrée en conjonction avec un autre principe selon lequel «nation» et «République» sont confondues.

La «nation» devient un simple synonyme de la Cité (communauté politique des citoyens) et n'est plus une communauté humaine dessinée par une identité ressentie.

Elle perd donc, officiellement, toute dimension identitaire, c'est-à-dire qu'on décide de ne pas voir l'identité dominante qui devient la norme : dans «République française», «française» ne désigne plus une identité, mais le simple adjectif géographique découlant du fait qu'il s'agit de l'État tel qu'il est organisé sous forme républicaine en France.

“Les langues de France” ne peuvent être reconnues comme vecteur de lien social

Il y a, par définition, une seule nation en France. Cet universalisme abstrait est antagonique à l'égalité des droits : la norme n'est pas identitaire, mais tous les autres le deviennent. Les «langues de France» ne peuvent être reconnues comme vecteur de lien social et continuent à ne relever que de la sphère privée ou, suite au ridicule amendement Sarkozy de 2009, que du «patrimoine».

La raison profonde est que la diversité linguistique questionne l'imaginaire de la nation tout entière : une nation soudée autour d'une (non ?) identité et de la langue française, ou une nation fondée sur un universalisme concret unie par l'égalité qu'elle délivre à ses citoyens, loin de la simple uniformité ?

À gauche, il est ainsi plus facile d'être solidaire des travailleurs immigrés – en tant qu'étrangers, ils ne questionnent pas l'imaginaire français – que d'une communauté basque, bretonne, corse, etc., qui sont autrement français.

Du reste, quand les descendants des immigrés, devenus pleinement français mais à leur tour autrement français, affirment leurs identités, c'est là qu'ils «posent problème».

(Suite au prochain Alda!)



Urte zahar, urte berri

Intxai

3...2...1...0...Urte berri on!

Hara urteroko gertakizun bat, urteroko gertakizunak ekartzen dituen...bainan, mugimenduak ez dira eskas.

Lerro batzuetan 2012. urteko gora-beherak zerrenda ditzagun.

Urtarrilak itsasuntzi baten urperatzea ekarri zigun, beharbada zorrek ekarriko zuten Españako burtsaren itotzea irudikatzeke, Costa ala Costa, Concord(i)antzarik gabe! Aldiz, kapitainak beti salbu! Ta beharrik Europako Kopa irabazi zutela! Katalunia galduta, berantei izanen baita!

Bertzenaz, Frantzia arrosez loratu da maiatzean, krisiak euro arindua ekarri eta gobernuak euroagindua: konpentsazio baten bila?

Gobernuak ez-ohiko Valls-a urratsa ereman du... eta kasu, dantza hunetako lehen urratsa markatuz gero, beste bi heldu dira gibeletik.

Batzuk herri eta nazioen berdintasunean jarduten ari direla, besteek ezkontzeko generoen berdintasuna aldarrikatzen dute.

Lehenek Aieten izan zen konferentzia dute oinarri, bigarren Ailleten kolokioa heldu zaielarik zapaltzaile bezala.

Gisa guziz, biak daude kolokan! A.H.T.ren konduak ere geroz eta gehiago trenan (edo errestan euskara garbian). U.M.P.ak bi bide ezberdin harturik, Copé-ratiba itxura galdia du. Talde itxura bat eman nahi bazuen ere, gibeletik ikusiz, ohar zitekeen lehia batean zihoazela, zaldi ero batzuk bezala (P.M.U.)... denak erori dira!

Ekialde Hurbilera begiraturaz, kondiak aldatzen dira. Iraultza guzieren zirria hor delako... ez su-zirria erraiteko. Beste batek bere herriko gasa txarrer su eman die, bainan, estatu geroz eta guttiagok prestatzen dakote beren mitxa. Berriki jakin dugu Euskal Herriko enpresa bat industrialki Iranekin zegoela kolaborazioan, enbargoaren ikusmoldetik ez dena ONUragarria izan: Durangoko azotea!

Munduaren bertze alderat itzuliz, errepublikarren Mitt-oa itzali da eta demokraten sua mantendu... Sandy-k ez zuen itzaltzea lortu. Araba-Bizkaia-Gipuzkoan pentsatzen ziren emaitzak lortu dira, "abertzaletasunaren" nagusitasunarekin. Ta hori guzia jakinez abenduaren 21ean desagertuko girela!

Berri makur hauek jakinta, ikus dezagun heldu den urtea nola zangopilatzen den, batzuek isil pean pasatzea nahiagoko duketelarik. Gauzak deia alderantziz hasten dira:

2...0...1...3...Urte berri off!

CANTON DE MONTDIDIER

www.cc-montdidier.com/missions/environnement



Collecte sélective

L'exemple du canton de Montdidier

La communauté de communes du canton de Montdidier exerce la compétence «*protection et mise en valeur de l'environnement*».

Elle assure, à ce titre, l'organisation et la gestion des services de collecte, traitement et tri des déchets ménagers et assimilés.

Soucieux de la protection de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles et du cadre de vie, les élus communautaires ont décidé de s'engager dans une politique environnementale forte.

Ainsi, en 1998 la déchetterie a été mise en service, en 2001 les communes du territoire ont été équipées de conteneurs de tri sélectif, en 2006 une opération de compostage individuel a été mise en place. Ces actions sont soutenues par des opérations de communication régulières en constante évolution.

Enjeu écologique et économique

L'optimisation de la gestion des déchets est un enjeu écologique mais aussi économique, il impose à chacun une vive implication dans sa vie quotidienne et, la communauté de communes se mobilise pour aider les citoyens à effectuer les bons gestes.

Trier nos déchets devient chaque jour un peu plus un réflexe. L'effort est là mais il ne faut rien céder. Chaque année, les coûts augmentent, notamment la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (T.G.A.P.) que les collectivités locales ne maîtrisent pas (elle est votée dans la loi de finances). Pour limiter les hausses de prix, il faut continuer à trier nos déchets : apport volontaire, déchetterie, compostage, recyclerie ou prestataires de récupération de déchets... Chaque geste compte !

Certes, il faut noter que le déchet le plus facile à recycler ou à traiter est celui que l'on ne produit pas !

Découverte du monde des déchets...

Le principe de la sensibilisation auprès des enfants : explorer le monde de la poubelle, faire connaissance avec les déchets, découvrir la notion de matière, savoir d'où viennent les déchets, qui les créent et progressivement susciter chez les enfants l'intérêt du tri, de la récupération, du recyclage.

L'intervenant instaure avec les élèves un échange interactif d'exploration de la poubelle. Il étaié leurs réponses avec des exemples de la vie quotidienne, des outils pédagogiques. Peu à peu les élèves identifient les 3 grandes familles de déchets (déchets ultimes, recyclables, fermentescibles). Ils constatent qu'ils n'ont plus tous, leur place dans la poubelle.

Les enfants sont souvent surpris par les quantités de déchets produites.

Graduellement, ils prennent conscience qu'une grande part des déchets que nous jetons a de la valeur.

Ils comprennent alors, l'intérêt de compléter la collecte traditionnelle par la collecte sélective pour le recyclage.

5 bonnes raisons de trier ses déchets

1 – La collecte et le traitement des ordures ménagères coûtent de plus en plus cher car les volumes augmentent.

2 – Le tri permet le recyclage et une seconde vie à nos déchets.

3 – Trier c'est aussi préserver l'environnement en évitant l'enfouissement systématique de tous les déchets et les risques de pollution.

4 – Trier c'est une de nos missions fondamentales à l'adresse des générations futures.

5 – Recycler permet d'épargner.



Noteo, éclaire vos choix conso

www.noteo.info : un clic, une note!

Noteo est une association indépendante, qui réunit des experts en nutrition, environnement, toxicologie, responsabilité sociale...

Tous animés par le même objectif : donner les clés au plus grand nombre, pour améliorer la consommation et la production. C'est à dire, donner le moyen aux consommateurs d'effectuer des choix éclairés, et inciter les industriels à produire des produits plus sains, de façon plus responsable.

Noteo vous permet de trouver de meilleurs produits pour vous et vos proches, dans les rayons de consommation courante : hygiène & beauté, entretien, alimentation, et boissons non alcoolisées.

Grâce à son dispositif de notation exclusif (qui touche déjà 45 000 produits), Noteo évalue l'impact des produits de grande consommation sur 4 critères : Santé, Environnement, Social et Budget.



Noteo : pratique et gratuit !

Pour que tous ceux qui le souhaitent puissent disposer d'une information simple et fiable, pour effectuer des choix éclairés et agir facilement en toutes circonstances.

Noteo pour tous

✓ **Pour les néophytes** : Noteo a décrypté les informations des produits courants, il ne vous reste plus qu'à découvrir la note de vos produits. Vous avez maintenant la possibilité de faire votre choix facilement et en toute confiance !

✓ **Pour les parents** : Plus d'hésitation, choisissez de meilleurs produits pour préserver la santé de votre famille

✓ **Pour les consommateurs** : vos actes d'achat peuvent faire évoluer les choses. Désormais, Noteo vous accompagne et vous donne les moyens de changer votre consommation en fonction de VOS priorités.

✓ **Pour les consommateurs pressés** : en un coup d'œil, découvrez le véritable impact de vos produits du quotidien.

Agenda de la Fondation

CHAÎNE HUMAINE,
FRANCE 3 EUSKAL HERRI - PAYS BASQUE
EZ HUNKI!

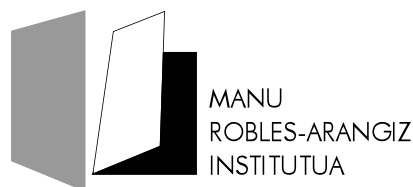


Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Samedi 22 décembre
à 16h30 à Bayonne !
(Rendez-vous dès 16h15
aux Halles de Bayonne)

Importante mobilisation pour former une grande chaîne humaine pour dénoncer la nouvelle suspension du journal local pendant les vacances de Noël !

Besoin de gens pour aider à organiser la Chaîne Humaine dès 16h00 le samedi 22 décembre, et dès 10h30 pour distribuer des autocollants France3 EHPB ez hunki ! dans les rues de Bayonne.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
+ 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Par sept

Le nouveau gouvernement aura soin de tisser des rapports civilisés avec les autres partis, ménager la possibilité de dégager des consensus à géométrie variable. Il sait que l'arme majeure de ses adversaires est leur capacité de nuisance, bloquer ses projets de loi, réduire, voire annihiler sa capacité à gouverner. Sa marge de manœuvre est étroite, en ces temps de vaches maigres, et il ne s'attend pas non plus que les autres partis lui signent des chèques en blanc.

EH Bildu représenté par sa candidate Laura Mintegi préfère camper sur le statut d'opposant avec des positions fort critiques à l'égard du gouvernement PNV. Elle se pose en future alternative gouvernementale. Dans son intervention, elle a repris ses thèmes favoris de campagne électorale en faveur d'«Euskal



pour le discours d'investiture.

Herria juste et libre», la souveraineté comme solution à la crise, un moratoire sur la construction du TGV et l'investissement des 500 millions ainsi économisés dans les politiques sociales, la réforme fiscale avec une impôt conséquent sur les grandes fortunes, le retour des preso, l'abandon des violences juridiques et institutionnelles, l'objectif d'un Pays Basque indépendant et socialiste, etc.

Joseba Egibar porte-parole du PNV au parlement, lui a brutalement répondu que le bilan principal de la gestion du Gipuzkoa par Bildu était d'avoir multiplié la dette de la province par sept.

Composition d'un gouvernement resserré

Au lendemain de son élection, Iñigo Urkullu a rendu publique la composition de son gouvernement. Il se caractérise par une équipe restreinte de huit membres, le plus faible nombre de portefeuilles depuis 30 ans. Apparemment, par souci d'efficacité et d'économie. Deux de ses membres ne sont pas encartés au PNV. Aucun n'émane d'Euskadiko buru batzar, direction politique du PNV, dont le parti a voulu préservé les équilibres internes et le

pois. Peu sont très connus, mais ils ont tous d'impressionnants pedigrees. Les critères de choix des ministres-conseillers portent évidemment sur leurs compétences techniques et leur connaissance des rouages institutionnels, mais surtout sur leur capacité à négocier, à être rompus au débat parlementaire, tant la législature sera celle de la recherche des appuis pour un gouvernement minoritaire au parlement.

Voici les titulaires des différents portefeuilles.

● Josu Erkoreka (2), porte-parole du gouvernement et en charge de l'Administration publique et de la justice. 52 ans, ancien porte-parole du groupe PNV aux Cortes, il est le numéro 2 du gouvernement autonome basque et le bras droit du président.

● Arantza Tapia, s'occupera du Développement économique et de la compétitivité, 50 ans, ingénieure industrielle, ex-députée PNV aux Cortes.

● Juan Maria Aburto, Emploi et politiques sociales, 49 ans, haut fonctionnaire et ancien porte-parole de la députation de Biscaye.

● Ricardo Gatzagaetxebarria, Budget et finances, 52 ans, ex-sénateur et député aux Cortes et au parlement autonome.

● Christina Uriarte, portefeuille de l'Education, de la politique linguistique et de la culture, ingénieur chimiste de 51 ans. Ce poste reprend le terme de politique linguistique dans sa définition pour en souligner l'importance et il englobera la direction d'EITB.

● Estefania Beltran de Heredia en charge de l'Intérieur, ingénieur agricole de 52 ans, ancienne parlementaire. C'est la première fois qu'une femme accède à ce poste en Pays Basque. Elle aura pour mission de réorienter les activités de la police autonome du fait de l'adieu aux armes d'ETA.

● Jon Darpon, ministre de la Santé, médecin de 50 ans.

● Ana Isabel Oregi, Environnement et politique territoriale, architecte de 48 ans.

(1) *Le parcours d'Iñigo Urkullu est lié aux surprises de la vie politique, toujours riche en rebondissements imprévisibles. Lorsque Xabier Arzallus quitta la direction du PNV, Joseba Egibar était son dauphin désigné. Il n'en fut rien et ce fut Josu Jon Imaz qui fut élu. Mais celui-ci quitta brutalement la tête d'un PNV au bord de la rupture, tant les tensions étaient fortes avec le président du gouvernement Juan José Ibarretxe. Iñigo Urkullu remplaça Imaz au pied levé. Après l'échec du plan Ibarretxe de souveraineté association, le PNV perdit le pouvoir à Gasteiz du fait de l'interdiction de Batasuna qui modifia les majorités et de l'alliance espagnoliste PSOE-PP. Cette alternance fut terrible pour le PNV habitué à gérer un Etat-PNV comme on a pu parler d'un Etat-RPR... Durant cette cure d'opposition toujours rude pour les partis de gouvernement, Iñigo Urkullu démontra ses capacités de rassembleur et ses qualités de leader incontestable.*

(2) *Homme public le plus connu de ce gouvernement, Josu Erkoreka conquist ses lettres de noblesse en octobre 2010. En échange de l'approbation du budget du gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, grâce aux voix des six députés PNV, il obtint pour la Communauté autonome basque, le transfert d'un nombre important de compétences qui étaient bloquées dans les tiroirs espagnols depuis trente ans.*



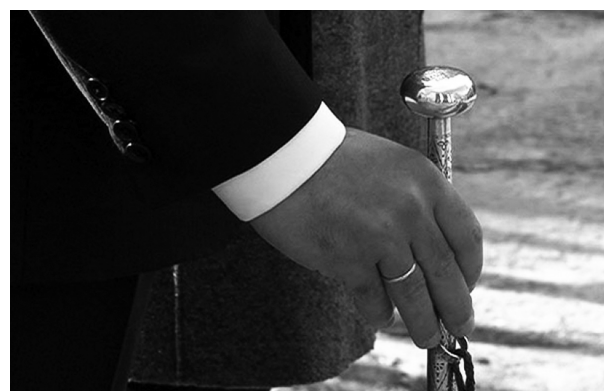
Iñigo Urkullu avec les anciens Lehendakari : à sa droite Jose Antonio Ardanza et Carlos Garaikoetxea



Le Lehendakari devant le bureau du Parlement



Laura Mintegi, candidate Lehendakari non élue





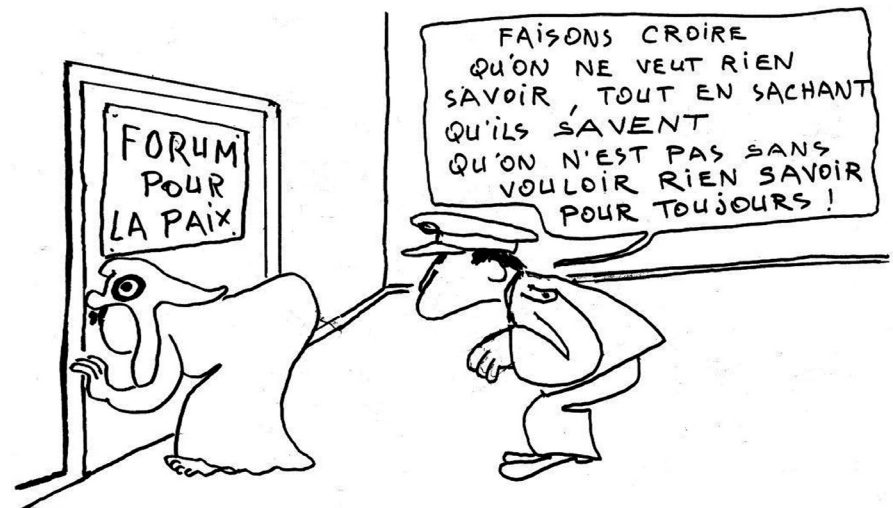
Forum pour la Paix en phase avec la société

“Jusqu’ici l’UE a plutôt brillé par son silence et face à la rigidité de l’Espagne, à la frilosité de la France, on ne peut que constater son extrême inertie”.

Remarquablement organisé, le Forum pour la Paix a réuni, samedi dernier 16 décembre à l’Université de Bayonne, acteurs et témoins de la conférence d’Aiete déclencheur de l’arrêt de la lutte armée d’ETA il y a un an. Quatre cents personnes étaient venues les écouter et alimenter un débat confortant cette nécessité de paix si longtemps espérée. Il y avait là toutes les tendances du monde abertzale de part et d’autre de la frontière, mais aussi élus d’Iparralde engagés dans les partis français rendant ainsi plus incompréhensible l’alignement du gouvernement de Paris sur celui de Madrid dans la résolution du conflit basque. Martine Bisautia livre ci-après son analyse de cette première conférence pour la paix.

ALFRÉD Nobel a voulu que ce prix soit décerné «à celui qui dans l’année a agit le plus et le mieux pour la fraternisation des peuples». Faut-il donc imaginer que l’Union Européenne a dans l’année écoulée, œuvré pour que la Paix soit réalité dans l’intégralité de son territoire?

En filigrane, du Forum pour la Paix à Bayonne ce 15 décembre, l’Europe était invoquée comme pouvant jouer un rôle à la résolution du conflit en Pays Basque! Jusqu’ici l’Union a plutôt brillé par son silence et face à la rigidité de l’Espagne, à la frilosité de la France, on ne peut que constater son extrême inertie. La distinction du jury d’Oslo n’en est que plus surprenante. Devant ce déni politique, les intervenants ont plaidé pour la nécessité de s’inscrire dans un fort mouvement populaire afin «de forcer les gouvernements à monter dans le train». La conférence d’Aiete ouvre la voie et en s’inspirant des mobilisations qui ont été déterminantes pour la résolution du



conflit en Irlande ou en Afrique du Sud. Brian Currin avocat sud-africain concédait, tout de même au passage que l’attitude des gouvernements concernés était préocupante, et qu’il fallait espérer que des con-

tacts pour l’instant non publics s’étaient mis en place.

Dépasser toutes les frontières

Dans un remarquable rapport introductif, J-P. Massias a qualifié le processus d’Aiete de «véritable construction». Une invitation à dépasser «les blocages hérités du passé». Trouver les voies sincères du dialogue est un exercice difficile qui implique de penser contre soi-même et qui ne pourra se concevoir si mémoire et réparation de toutes les souffrances sans exception ne sont pas prises en compte. Il a lancé «faire la paix implique des renoncements parfois douloureux pour accepter la nouvelle réalité faite de compromis».

Au nom d’Aurore...

En filigrane aussi, la «présence» d’Aurore a accompagné les huit heures de débats pour les quelques 400 participant(e)s. Les tables rondes, exceptionnellement masculines, se sont succédées mais c’était bien le poids de cette frêle jeune femme qui pesait sur l’assemblée et qui accentuait le désir de paix et de justice. Les protagonistes d’Aiete ont tous répété que depuis un an «quelque chose avait



La journaliste Florence Sturm anime la table ronde avec de g. à dr. le maire de Donosti, Brian Currin, le porte parole de Lokari, Kotte Ecenarro et Jean-René Etchegaray

Photo Daniel



Brian Currin, le maire de Donostia et Jean-Pierre Massias

Photo Daniel Velez

changé», «que l'air était plus léger»... Conscients de ce moment particulier, ils s'engagent à favoriser les conditions du dialogue à l'échelle du Pays Basque... «*Quand les convergences sont aussi fortes, l'Histoire frappe à la porte*» a conclu Jakes Borthayrou.

Le chemin ne sera pas aisé, et il réclame l'énergie de tout un peuple. Il faudra faire savoir à ceux qui ne veulent pas savoir que la leur brillante et rosée qui apparaît dans le ciel avant que le soleil ne soit sur l'horizon porte un nom: l'aurore!

Martine Bisauta

● **Etrange incendie.** Au cours du week-end du 8 au 10 décembre, une maison temporairement inoccupée de Hélette a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Deux jours plus tard, l'attentat a été revendiqué par téléphone de Cambo, au nom de «*Euskal Herria es da salgai*». Suffisant pour que le parquet anti-terroriste de Paris se saisisse de l'enquête... Le 13 au matin, un message parvenait à *Sud Ouest* de la part de «*Heleta-ko familia bat*», expliquant que la maison est celle de leur famille, originaire du coin, qui n'accepte pas ces «*manières de voyous*».

● **Aurore n'est pas seule.** L'euro-députée écologiste Catherine Grève a de la suite dans les idées. Après son intervention au Parlement de Strasbourg, elle est allée rendre visite à Aurore Martin, en compagnie de la sénatrice PS Hélène Lipietz. Elles l'ont trouvée en bonne forme, espérant des avancées dans le processus de paix. Bonne nouvelle: elle partage depuis peu sa cellule avec une autre détenue basque. Elle était jusque-là isolée, et handicapé par son ignorance du castillan. Mais on n'évoque pas encore sa demande de libération...

Garoña : arrêt de la centrale nucléaire

La plus ancienne centrale nucléaire d'Espagne, à Garoña, dans la province de Burgos, à la limite d'Euskadi, doit fermer définitivement avant le 31 décembre, six mois plus tôt que prévu.

Enbata avait présenté cette fermeture dans son numéro du 8 mars 2012.

DANS un contexte déjà difficile de crise économique, une loi sur l'énergie en discussion aux Cortes taxe la production d'électricité et le combustible nucléaire. Cela entraînerait un impôt supplémentaire en 2013 de 153 millions d'euros, a indiqué l'exploitant Nuclenor dans un communiqué.

Nuclenor a donc décidé «*d'avancer la fermeture définitive avant le 31 décembre*», précisant que Garoña «*serait déconnectée du réseau électrique à 23 heures dimanche 16 décembre*».

Alors que le gouvernement espagnol avait donné son feu vert à la prolongation de l'activité de la centrale jusqu'en 2019, Nuclenor avait renoncé en septembre à demander le

sources d'énergie, le nucléaire en particulier. L'objectif de la loi est de récupérer 2,7 milliards d'euros par an.

Garoña est actuellement la plus ancienne en activité des six centrales nucléaires espagnoles, qui totalisent huit réacteurs.

La protestation basque

Mobilisation originale et plurielle. «*Araba sin Garoña*» est née pour montrer que la mobilisation contre cette centrale doit être l'affaire de toute la société, et pas seulement des mouvements écologistes. Un appel très large a été lancé aux syndicats et à la société civile et depuis est né «*Fermez Garoña maintenant - Respectez la parole du peuple*». Le soutien



Le site de la centrale nucléaire de Garoña

renouvellement de son autorisation et décidé le 6 juillet 2013 de fermer Garoña.

Cette décision avait été saluée par les écologistes qui mettaient en doute la sécurité de l'installation, construite en 1971 et l'une des «*sœurs jumelles*» de celle de Fukushima, au Japon, frappée par un grave accident nucléaire en 2011.

Le groupe, contrôlé à parts égales par les deux grands groupes énergétiques espagnols, Iberdrola et Endesa, se réserve néanmoins la possibilité de revenir sur cette décision avant le 31 décembre si le projet de loi, adopté jeudi par le Sénat et qui doit être débattu la semaine prochaine au Congrès, la Chambre basse du Parlement, était modifié.

La réforme de l'énergie menée par le gouvernement de droite, engagée dans une chasse au déficit public, est redoutée par les professionnels du secteur car elle doit notamment imposer de nouvelles taxes aux différentes

s'est renforcé via des motions de tous les conseils municipaux d'Araba, des votes dans les 100 plus grands comités d'entreprises, l'approbation de la majorité des professeurs du campus universitaire, l'appui de tous les syndicats d'Araba, etc. Chaque année une grande manifestation a lieu à Gasteiz (4 à 5.000 personnes).

La majorité de la population en Araba est pour la fermeture de Garoña. La question est devenue un problème de démocratie.

En mars dernier, une chaîne humaine de 500 personnes organisée par Bizi avait réclamé à Bayonne la fermeture de la centrale nucléaire de Garoña, à l'occasion du premier anniversaire de l'accident survenu à Fukushima, centrale du même type que celle de Garoña. La centrale de Garoña, mise en service en 1971, est la plus ancienne de l'Espagne et bien plus ancienne que la centrale de Fessenheim.



D'un absolutisme à l'autre ?

● Jean-Louis Davant

«**T**OUTE vérité poussée trop loin devient une erreur» écrivait Romain Gary dans son roman «*Les racines du ciel*» centré sur la protection des éléphants d'Afrique. Le fascisme serait-il un jacobinisme poussé à l'extrême, une idée de gauche devenue folle? C'est ce que prétendent les philosophes Glucksmann et Salaberry. Mais d'abord évitons de confondre fascisme et nazisme comme on le fait souvent. Si le fascisme est une maladie de la démocratie, le nazisme est encore plus qu'un fascisme aggravé: une volonté de rupture totale avec la pensée judéo-chrétienne, pour établir par la violence physique et morale une humanité strictement animale, basée sur la loi biologique, qui est la véritable loi naturelle. Evitons donc l'amalgame, et limitons-nous ici à la définition du fascisme, puis à l'examen de ses sources éventuellement jacobines. Le professeur de philosophie Etienne Salaberry écrivait dans l'hebdomadaire *Herria* du 2 août 1979: «*André Glucksmann a démontré que le fascisme n'est pas né à Moscou, à Rome, à Berlin ou à Madrid, mais à Paris en 1789, et qu'il s'appellera le jacobinisme, n'ayant pas encore découvert le mot de fascisme*». Voilà qui est dit! Mais le fascisme n'est-il pas un phénomène spécifique du XX^{ème} siècle? Il doit son nom et son organisation à Benito Mussolini, ancien instituteur socialiste devenu nationaliste lors de la première guerre mon-

diale. Son but: unir indissociablement les citoyens dans l'Etat-Nation, comme les verges autour de la hache dans le faisceau (fascio) du lecteur: un Etat-Nation tout-puissant, absolu, usant au besoin de la contrainte violente. Cet hypernationalisme étatique renvoie au jacobinisme qui inventa effectivement le concept de la Nation moderne confondue avec l'Etat. Mais ce concept fut équilibré dès le début par celui de la liberté individuelle, surtout la liberté d'opinion et d'expression, la liberté d'entreprendre aussi.

Le renvoi à la date de 1789 par les deux philosophes pose problème, car au départ la Révolution française fut éminemment libérale. Le Parlement se donna même un service de traduction de ses textes dans les langues du royaume autres que le français: en basque notamment. Ensuite vint la République «*une et indivisible*», formule permettant une interprétation ultra-centraliste, uniformatrice, que la Terreur poussera jusqu'à la dernière extrémité. Il est vrai que la République était agressée, assiégée par les monarchies européennes et par les révoltes internes. Ce jacobinisme de guerre fut par la suite apaisé, civilisé, à nouveau libéralisé. Il en reste cependant plus que des traces: la référence systématique à cette période chez les nationalistes de gauche, qui ont constamment à la bouche le mot de «*républicain*», dans un Etat où l'adhésion à la République est presque unanime,



A la monarchie absolue, la Terreur substitua l'Etat-Nation absolu qui tente de subsister.»

même au Front National; l'interprétation systématiquement centraliste et uniformiste de textes plutôt girondins; l'incapacité à décentraliser véritablement le pouvoir; la religion de la langue unique qui reste fondamentalement en vigueur malgré quelques ouvertures aléatoires sur les langues dites «*régionales*»; à l'occasion, l'utilisation contre celles-ci d'une loi de juillet 1794, comme on l'a vu récemment en Bretagne au sujet des livrets de famille bilingues... En 1789, le pouvoir absolu de la Nation succédait au pouvoir absolu du Roi, et bientôt la Terreur poussait à l'extrême cet absolutisme virtuel, heureusement tempéré ensuite par la liberté individuelle. Celle-ci distingue nettement le jacobinisme au long cours du jacobinisme de guerre et du fascisme. Aujourd'hui l'Etat-Nation perd de sa puissance, par le haut au profit de l'Union Européenne, par le bas au profit des régions, mais avec beaucoup de réticence et de difficulté. Le Pays Basque notamment fait les frais de ce repli réactionnaire. Civilisé ou pas, le néo-jacobinisme est notre ennemi principal, avec dans ses bagages intellectuels, et même légaux, le projet destructeur et niveleur de 1794 jamais renié, parfois revendiqué.

Notre couverture: Le nouveau Lehendakari, Iñigo Urkullu, pour son serment traditionnel à Gernika.

Sur votre agenda

Abendua:

● **Vendredi 22, 19h,**

DONIBANE LOHITZUNE (Place Louis XIV). Olentzeroko gazte poteoa / Poteo de la Noël organisé par Donibane Ziburuko Gaztetxeak .



● **Samedi 22, 15h30, BAIONA.** Olentzero à Bayonne. Rendez-vous au mail Chahou Pelletier avec les musiciens et les enfants des ikastola.

● **Jusqu'au 7 janvier 2013, BAIONA** (Médiathèque). Artoteka, exposition des artistes de l'Artothèque.

L'eusko recrute

L'ASSOCIATION Euskal Moneta constitue une équipe de permanents pour renforcer l'animation du projet de monnaie locale eusko et aider les dizaines de bénévoles déjà engagés. Détails du projet sur www.euskalmoneta.org

Les profils recherchés couvrent différents champs d'action:

- Constitution du réseau de prestataires (démarcher les entreprises, conseils, renforcement du réseau...)
- L'animation du réseau d'utilisateurs (formation, groupes locaux, communication...)
- Le suivi et la gestion administrative et comptable (suivi réunions, enregistrements comptables...)

Le recrutement se fera prioritairement sur des contrats aidés, stages, etc.
Contact: Adrien Kempf / info@euskalmoneta.org / 06 45 16 14 77.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Iñigo Urkullu, Lehendakari 4 et 9
Forum pour la paix en phase avec la société 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190